



— L'invité

Enquête sur la droite en France

Paul-François Paoli :

« Le conservateur veut conserver l'avenir »

Chroniqueur au *Figaro littéraire*, Paul-François Paoli a publié de nombreux essais, dont *La Tyrannie de la faiblesse* (éd. François Bourin) et *Malaise de l'Occident, vers une révolution conservatrice ?* (éd. Pierre-Guillaume de Roux). Il répond à l'enquête de *Monde et Vie*.

M & V : Paul-François Paoli, les notions de droite et de gauche vous paraissent-elles avoir encore un sens aujourd'hui ?

Paul-François Paoli : La notion de droite peut retrouver une légitimité en assumant sa vocation conservatrice. Le parti du mouvement est aujourd'hui celui de la mondialisation à laquelle adhèrent ensemble sociaux démocrates et libéraux. Depuis Edmund Burke et la critique de la révolution française, la droite conservatrice peut se prévaloir de toute une tradition critique à l'endroit de la modernité. Il est un fait que peu de représentants de la droite actuelle se réclament d'une forme ou d'une autre de conservatisme parce que la gauche a réussi à ringardiser ce mot de conservateur. C'est pourtant le cas d'Hervé Mariton à l'UMP ou de Marion Le Pen au FN, qui le revendiquent avec un certain courage. Nonobstant le mouvement de protestation contre le mariage pour tous s'inspire de cette sensibilité. Il s'agit de refuser l'idée selon laquelle tout ce qui advient de nouveau est par définition meilleur ou que la technique est par définition promotrice de progrès. Si l'on prend cet angle de définition, les conservateurs, à droite, mais aussi à gauche, je pense bien sûr à Jean-Claude Méchea, sont légion.

Dans votre livre *Malaise de l'Occident*, vous appelez de vos vœux la « révolution conservatrice ». Comment la définissez-vous ?

Chantal Delsol définit le conservateur comme celui qui veut conserver l'avenir. C'est ainsi que je l'entends. Un monde où rien n'est plus transmissible vaut-il la peine de perdurer ? C'est la question fondamentale de toute pensée conservatrice. Il ne s'agit pas de défendre des privilèges de classe ou de race, mais une certaine idée de la dignité humaine. Notamment l'idée que les

relations humaines ne peuvent se réduire à des échanges économiques ou à une quête utilitaire. L'hédonisme, qui n'est ni de droite, ni de gauche, est l'idéologie dominante de l'Occident déclinant. Or l'absolutisation du bien-être est un critère de décadence : c'est un des rares points où Nietzsche et Péguy s'accordent.

La gauche, avez-vous écrit, est génétiquement liée au libéralisme culturel. Mais le libéralisme, culturel ou économique, est-il génétiquement de droite ?

Historiquement, il est un fait que le libéralisme, politique mais aussi économique, est né à gauche. Tous deux sont des enfants des Lumières car tous deux promeuvent l'émancipation de l'individu à l'endroit des traditions. Il y eut d'ailleurs, comme l'a souvent rappelé Jean-François Revel, une sensibilité libérale au sein même du Parti radical, entre les deux guerres. Il est vrai que ce libéralisme républicain a été éclipsé dans les années 1980 par une nouvelle tendance dite néolibérale qui sous les auspices de Reagan aux USA et Thatcher en Angleterre ont mis en avant un nouveau type de libéralisme, où la liberté économique totale s'accouple à la défense de valeurs conservatrices : la défense de la famille ou le patriotisme.

La gauche et la droite, à des époques différentes, ont revendiqué l'idée de nation, dont le pape Jean Paul II rappelait les racines plus que millénaires en appelant la France à se souvenir des promesses de son baptême. En fin de compte, s'agit-il de la même nation ou partagez-vous le sentiment de Jean de Vignerot, qui distingue deux patries ?

La nation est un phénomène moderne tandis que la notion de patrie est beaucoup plus liée aux valeurs traditionnelles. L'Eglise catholique ne s'y est pas trompée qui insiste plus sur la notion de patrie, chère à St Thomas. On peut d'ailleurs observer sa permanence ou sa renaissance dans ces régions où la notion d'identité collective reste forte, comme la Bretagne, l'Alsace ou la Corse.

Si la nation a perdu beaucoup de son attrait parmi les jeunes du fait de son identification à l'Etat, les « petites patries » restent vivaces car elles sont pourvoyeuses d'identité.



Vous observez dans votre livre, en traitant des conceptions de la dignité humaine, de la Vérité, de l'égalité, que leur sens diffère fondamentalement selon que l'on se place, ou pas, d'un point de vue métaphysique. N'est-ce pas le refus de ce point de vue qui caractérise les idéologies modernes ?

Il y a une véritable lacune de la réflexion contemporaine sur cette notion de « dignité humaine » que l'on considère comme un acquis de la pensée des droits de l'homme. Dans mon essai, je n'ai évidemment pas la prétention d'appréhender la question dans son ensemble mais de poser quelques prémices. Nous avons pris l'habitude de lier la notion de dignité humaine à celle de liberté, mais que fait-on de la dignité du handicapé mental ? Ou de celui que l'on qualifiait autrefois de débile ou d'idiot ? Il me semble qu'il est très difficile, voire impossible, de poser cette notion sans supposer l'existence d'une personne humaine, laquelle est malgré tout dépendante d'une conception métaphysique. A ma connaissance, cette conception est absente, par exemple, dans la tradition bouddhiste.

Vous estimez que « le péché de notre temps n'est pas la déviance qui est de tous les temps, c'est le relativisme esthétique et moral qui nie les distinctions entre le noble et le vil, le haut et le bas, l'excellent et le médiocre. » Existe-t-il un moyen politique de se libérer de ce péché ?

La politique a peu de prise sur un tel phénomène. Le relativisme est une conséquence de l'individualisme qui postule que nous sommes tous capables de choisir nos « valeurs » à l'aune de nos opinions et de nos intérêts. Ici s'opposent justement conservateurs et libéraux. Pour les premiers, certains styles de vie et de pensée sont supérieurs à d'autres.

Propos recueillis par Eric Letty